



La Soupe au caillou

Par l'équipe du Collectif

Numéro 327

23 juin 2010



Les nouvelles courent

Un ancien nouveau!

Après quelques années dans le domaine de l'économie sociale, je suis de retour au Collectif comme analyste politique et porte-parole. Vous m'avez peut-être connu à l'époque où je représentais le collectif régional de Québec (le CLAP-03). J'ai aussi eu la chance d'être engagé comme contractuel par le Collectif pour le dépôt à l'Assemblée nationale de la proposition de loi sur l'élimination de la pauvreté en 2001 et le Forum citoyen en 2002.

Il s'agit donc pour moi d'un retour dans les luttes collectives pour un Québec et un monde sans pauvreté. Le dépôt d'un « faux » plan d'action gouvernemental contre la pauvreté et les réflexions ministérielles sur d'éventuelles coupes à l'aide sociale me confirment que la résistance citoyenne est toujours d'actualité.

En cette période de cynisme politique, je crois qu'il est encore plus important de demeurer mobiliséEs afin d'éviter tout recul au niveau des programmes sociaux. Il faut se méfier de la prétendue solidarité de nos gouvernements et faire en sorte que nos efforts communs se traduisent en améliorations concrètes des conditions de vie de tout le monde, les personnes en situation de pauvreté au premier chef.

Au plaisir!

Serge Petitclerc

Responsable de l'analyse politique

Qui sème le vent...



Encore une année de lutte qui a commencé et qui se termine sur les chapeaux de roue! En effet, à peine sorti du Rendez-vous national de la solidarité organisé par le gouvernement en juin 2009, le mouvement citoyen de lutte à la pauvreté s'est retrouvé, dès le retour des vacances, en pléines consultations régionales. Après la mobilisation contre un budget appauvrissant pour le Québec, le mouvement refuse et résiste maintenant, par différents moyens, au plan de lutte à la pauvreté dévoilé par le gouvernement le 6 juin. Pour ce faire, le Collectif a lancé la campagne *Retour à l'expéditeur*. En voici un premier bilan.

Un premier bilan

La campagne *Retour à l'expéditeur* a été officiellement lancée lors d'une conférence de

presse tenue le lendemain du dépôt du plan d'action. Après avoir réagi fortement dans les médias, le Collectif a mis en branle l'action de retour du plan par la poste. À ce jour, près de 500 plans ont été retournés tant à Jean Charest qu'à Sam Hamad, soit la moitié de l'objectif fixé à 1000 pour la fin juin. C'est excellent en cette période de l'année peu propice à ce type d'action. Plusieurs rappels de l'opération ont été faits et il reste un peu plus d'une semaine pour la compléter.

En plus de poursuivre son analyse du plan, le Collectif a également envoyé une lettre à des journalistes des médias écrits et électroniques du Québec pour leur présenter le contexte qui l'a amené à déclencher la campagne de refus et leur fournir des informations utiles s'ils décidaient de couvrir plus largement l'enjeu de la lutte

(suite en page 2)

Éventuelles coupes à l'aide sociale : ne tombons pas dans le piège..... page 2

ENSEMBLE, autrement! 2010 page 3

(suite de la page 1)

à la pauvreté au Québec. Par ailleurs, quelques actions ont eu lieu dans certaines régions pour dénoncer l'insuffisance des mesures du plan gouvernemental.

Une lettre aux parlementaires et au premier ministre

Les parlementaires québécoises, prisés dans une fin de session rocambolesque, n'ont pas été laissés de côté : l'importance d'un véritable plan d'action a été ramenée à leur attention. Ces représentantEs éluEs ont un rôle crucial à jouer dans la réalisation des droits de toutes les citoyenNEs, brimés par la pauvreté.

Le premier ministre Jean Charest a également reçu une lettre lui expliquant en détail pourquoi le Collectif ne peut pas considérer ce plan d'action comme un vrai plan de lutte à la pauvreté. Plusieurs objections lui ont été exposées, ainsi que des modifications majeures jugées nécessaires par le Collectif. Alors que des rumeurs de coupes à l'aide sociale circulent et alimentent la méfiance envers la prétendue « solidarité » mise de l'avant par son gouvernement, l'urgence de poser des gestes pour consolider la lutte à la pauvreté et la réalisation effective des droits lui a, encore une fois, été soulignée avec vigueur.

Des actions à venir

Dans les prochains jours, un outil sera diffusé pour préparer l'envoi au gouvernement, cet automne, d'objets et de témoignages illustrant la pauvreté dont il est directement responsable par ses politiques injustes. Une série d'actions sont en cours d'organisation pour l'automne: retour électronique, mobilisations régionales, campagne de lettre dans les médias et, évidemment, la manifestation du 22 septembre à Québec, en jonction avec les journées **ENSEMBLE, Autrement ! 2010** qui porteront sur l'égalité.

Bref, avec la poursuite de *Retour à l'expéditeur*, avec la Marche mondiale des femmes en octobre, avec les actions de la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics, l'automne ne fait pas que s'annoncer chaud : il le sera ! L'adage veut que l'on récolte ce que l'on sème. Il semble bien qu'ayant programmé de la misère, le gouvernement récoltera de la colère.

Éventuelles coupes à l'aide sociale

Ne tombons pas dans le piège

Le 10 juin dernier, le ministre Sam Hamad a reconnu avoir fait au conseil des ministres des propositions allant vers le retrait de l'allocation pour contraintes temporaires à l'emploi (CTE) jusqu'ici accordée aux familles monoparentales avec enfants de 2 à 5 ans et aux personnes âgées de 55 à 60 ans à l'aide sociale. C'est carrément INACCEPTABLE. Et peut-être plus sournois qu'on ne le pense.

« Nous » et « eux »

Le gouvernement sait bien que toutes s'opposeront, avec raison, à des coupes touchant les familles monoparentales et les personnes de 55 à 60 ans à l'aide sociale. Mais alors, par un revirement simpliste, ce sont souvent les personnes assistées sociales jugées « aptes » au travail qui en souffrent. « Si ces personnes sont capables de travailler, eh bien, que le gouvernement coupe leur chèque au lieu du nôtre et elles vont y aller sur le marché du travail ». « Il faudrait obliger les 18 à 35 ans à travailler ». Voilà des raisonnements entendus il y a deux semaines, et qu'on n'a pas fini d'entendre, même de la part de cheffEs de familles monoparentales ou de personnes de 55 à 60 ans à l'aide sociale.

Des préjugés qui servent le gouvernement

Ce genre de raisonnements, qui alimente les préjugés, peut servir les intérêts du ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale qui, à la demande de son gouvernement, doit réduire les dépenses de son ministère de 10 %, 400 millions \$. Les coupes proposées par Sam Hamad ne représenteraient qu'environ 40 millions de dollars en économies, soit seulement 1 % des crédits du ministère. Où ira-t-on chercher les quelque 400 millions manquants ? Envisage-t-on d'autres coupes sur le dos des personnes les plus pauvres au Québec ? Les personnes jugées « aptes » au travail seront-elles encore une fois pointées


du doigt ? Feront-elles les frais des prochaines coupes ou d'une approche plus coercitive pour les « remettre » au travail ? Toutes ces questions se posent légitimement.

Les coupes envisagées pour les familles monoparentales et les personnes de 55 à 60 ans vont directement contre le droit à un revenu décent. Elles ne doivent pas en plus devenir une manœuvre pour y aller d'une charge encore plus sévère contre les personnes jugées « aptes », maintenues dans une situation de déficit humain et ne recevant que la moitié des prestations nécessaires pour couvrir leurs besoins de base. La seule façon de contrer cet effet pervers : ne pas tomber dans le piège et être solidaires.

Ne tombons pas dans le piège

Toute réduction du filet de sécurité sociale nuit à l'ensemble de la société québécoise, va à l'encontre des droits humains, nous éloigne toujours davantage de notre objectif commun : éliminer la pauvreté. La lutte doit être faite contre la pauvreté, pas contre les personnes qui la vivent. Il faut exiger du gouvernement qu'il renonce à toute action qui détériorerait encore plus les conditions de vie des plus pauvres, peu importe la « catégorie » dans laquelle il « place » ces personnes, et le pousser à abolir ces catégories discriminatoires au plus vite. Il faut le dire, le répéter à chaque fois qu'on en a l'occasion, sur chaque tribune, et mettre de l'avant avec force les véritables alternatives qui permettraient à toutes d'avoir un revenu décent.

Ne tombons pas dans le piège de la division que le gouvernement tente d'établir entre les personnes assistées sociales.

Dans son dernier plan d'action, le gouvernement prétend s'inscrire dans une perspective de justice sociale et de solidarité. Montrons-lui la véritable signification de ces mots. 

ENSEMBLE, Autrement! 2010

ENSEMBLE Autrement!

FAIRE DU CHEMIN VERS L'ÉGALITÉ

21-22 septembre 2010
Université Laval (Pavillon Desjardins-Pollack)
Québec

PROGRAMME ET INSCRIPTION
www.pauvrete.qc.ca

Ateliers,
moments collectifs,
soirée festive
et bien plus...

L'évènement sera suivi d'une manifestation, dans le cadre de la campagne

LIVRAISON REFUSÉE
2010
RETOUR À L'EXPÉDITEUR

Collectif pour un Québec sans pauvreté
165 de Carillon, local 309, Québec (Québec), G1K 9E9
Téléphone : (418) 525-0040
collectif@pauvrete.qc.ca

21-22 septembre 2010

ENSEMBLE et Autrement!

La voici : l'affiche des journées ENSEMBLE, Autrement! 2010. Elle sera disponible bientôt dans toutes les régions du Québec ainsi que dans les organisations nationales membres du Collectif.

La semaine dernière, un appel de contributions pour des ateliers a été lancé dans le réseau. Des groupes ont d'ores et déjà répondu à cet appel : quelques ateliers sont confirmés et l'évènement prend de plus en plus forme. Dans les prochaines semaines, des appels ciblés seront faits à des organisations et des personnes reconnues pour leur travail sur les inégalités et les façons de les dépasser ; ou encore sur les actions en cours pour atteindre l'égalité. Ainsi, tous les éléments seront rassemblés pour penser, décider et agir ENSEMBLE en septembre, entre personnes qui vivent et combattent la pauvreté et les inégalités ainsi que leurs alliés dans cette lutte.

Ah oui! Catheryn Roy-Goyette, chargée de projet de l'évènement, retournera travailler dans la métropole le 9 juillet prochain. C'est Julien Levac qui prend la relève pour mener à bien la tenue des journées. On lui souhaite évidemment la bienvenue dans l'équipe. Prenez note que l'adresse pour le contacter demeurera : mobilisation@pauvrete.qc.ca.

C'est le temps des vacances!

L'année de travail qui s'achève aura été stimulante et, en même temps, exténuante. En effet, le suivi des consultations régionales cet automne, un travail énergique pendant tout l'hiver pour obtenir un vrai plan de lutte à la pauvreté, l'attente interminable de ce printemps relativement au dépôt de ce plan de lutte (qui finalement, n'en est pas un), la mise en branle de la campagne *Retour à l'expéditeur*... tout cela et bien d'autres choses se sont enchaînés à un rythme pour le moins endiablé. C'est donc avec un certain soulagement que l'équipe du Collectif part progressivement en vacances. Elle sera de retour dans la semaine du 16 août. Sur ce, au plaisir de vous retrouver à l'automne pour continuer à tracer le chemin menant à l'égalité et bon été à toutes et à tous!



Collectif pour un Québec sans pauvreté

165, de Carillon, local 309, Québec (QC), G1K 9E9

Téléphone: (418) 525-0040 / Télécopieur: (418) 525-0740 / Courriel: collectif@pauvrete.qc.ca

www.pauvrete.qc.ca